

Concours B/L 2022

Économie

Épreuve commune sur dossier : oral

Jury : Philippe Askenazy et Mathilde Viennot

**Sujet :**

**Qui pâtit des sanctions économiques contre la Russie ?**

**Dossier documentaire**

**Document 1** : Graphique extrait de la *Global Sanctions Database*, p.2

**Document 2** : Article de R. Hausmann publié dans *Project Syndicate*, p.3

**Document 3** : Graphique extrait d'une note du Cepremap de F. Langot et F. Tripier, p.5

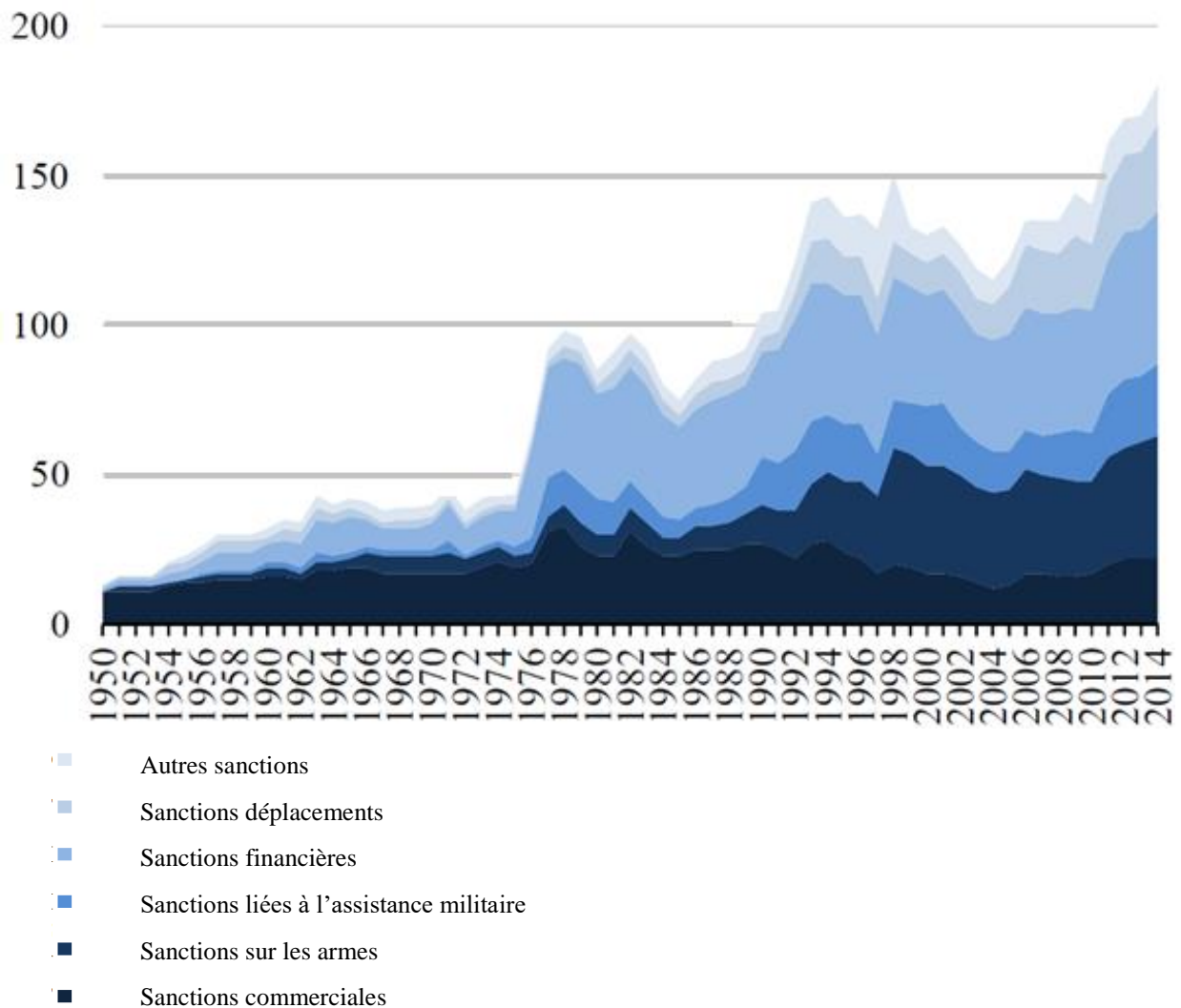
**Document 4** : Article de J-P. Bouchaud publié dans *Le Monde*, p. 6

**Document 5** : Taux de change rouble/euro et article tiré d'Investing.com, p. 8

## Document 1 – Graphique extrait de la *Global Sanctions Database*

G. Felbermayr, C. Syropoulos, E. Yalcin et Y. Yotov (2020), “On the Heterogeneous Effects of Sanctions on Trade and Welfare: Evidence from the Sanctions on Iran and a New Database”, *Drexel University School of Economics Working Paper Series*, WP 2020-04

**Graphique – Nombre de sanctions économiques dans le monde depuis 1950, par catégories**



*Lecture* : en 2014, 175 sanctions économiques étaient dénombrées dans le monde, dont 25 sanctions commerciales.

## **Document 2 – Article de Ricardo Hausmann dans *Project Syndicate***

**R. Hausmann (2022), “The case for a punitive tax on Russian oil”, *Project Syndicate*, 26 février**

Article traduit par le Jury.

La dynamique actuelle de l'offre et de la demande impliquerait qu'une taxe punitive sur le pétrole russe serait à la fois onéreuse pour la Russie et rentable pour le reste du monde ; cela la rendrait donc plus crédible et plus durable qu'un simple embargo. En vérité, c'est plus complexe que cela.

Au moment où j'écris, l'armée russe est entrée dans la capitale de l'Ukraine, Kiev. Il est clair maintenant que la menace de sanctions n'a pas dissuadé le président russe Vladimir Poutine de lancer son invasion. Mais la mise à exécution de la menace peut encore jouer deux autres rôles : les sanctions peuvent limiter la puissance de la Russie en affaiblissant son économie, et elles peuvent créer un précédent qui pourrait influencer le comportement futur de Poutine vis-à-vis d'autres pays comme la Géorgie, la Moldavie et les États baltes.

L'une des raisons pour lesquelles la menace de sanctions n'a peut-être pas empêché la guerre est que la Russie ne les a pas considérées comme crédibles. Si imposer une sanction est coûteux, la volonté politique de le faire peut être faible ou s'évaporer avec le temps. Par exemple, les consommateurs occidentaux sont déjà mécontents des coûts élevés de l'énergie. Un embargo sur le pétrole russe réduirait l'offre mondiale d'énergie et ferait grimper les prix encore plus, ce qui pourrait déclencher une réaction brutale contre cette politique. C'est peut-être la raison pour laquelle les pays occidentaux ne l'ont pas imposé, optant plutôt pour des sanctions financières qui, jusqu'à présent, ont été peu convaincantes. Après tout, la sanction sans doute la plus importante à ce jour - la suspension du gazoduc Nord Stream 2 qui aurait livré du gaz naturel russe directement à l'Allemagne - va mettre à mal le marché européen du gaz naturel, déjà très tendu.

Les sanctions sont plus efficaces et plus crédibles si elles imposent des coûts importants à la cible visée mais entraînent des coûts faibles, voire des avantages, pour ceux qui les imposent. Trouver de telles sanctions est plus facile à dire qu'à faire, comme le montre le projet Nord Stream 2. Quels sont donc les instruments dont dispose l'Occident dans son arsenal ?

L'un d'entre eux, qui a reçu étonnamment peu d'attention, est celui des taxes punitives sur le pétrole et le gaz russes. À première vue, imposer une taxe sur un bien doit augmenter son prix, rendant l'énergie encore plus chère pour les consommateurs occidentaux. Pas vrai ? Eh bien non, c'est faux.

Tout est affaire d'incidence fiscale, qui est enseignée dans les cours de base de microéconomie. Une taxe sur un bien, tel que le pétrole russe, affectera à la fois l'offre et la demande, modifiant le prix du bien. L'ampleur de la variation du prix, et la question de savoir qui supporte le coût de la taxe, dépendent de la sensibilité de l'offre et de la demande à la taxe, ce que les économistes appellent l'élasticité. Plus la demande est élastique, plus le producteur supporte le coût de la taxe car les consommateurs ont plus de choix. Plus l'offre est inélastique, plus le producteur - encore une fois - supporte la taxe, car il a moins d'options.

C'est précisément la situation à laquelle l'Occident est confronté aujourd'hui. La demande de pétrole russe est très élastique, car les consommateurs ne se soucient pas vraiment de savoir si le pétrole qu'ils utilisent provient de Russie, du Golfe ou d'ailleurs. Ils ne sont pas disposés à payer davantage pour le pétrole russe si un autre pétrole aux propriétés similaires est disponible. Par conséquent, le prix du pétrole russe après impôt est fixé par le prix du marché de tous les autres pétroles.

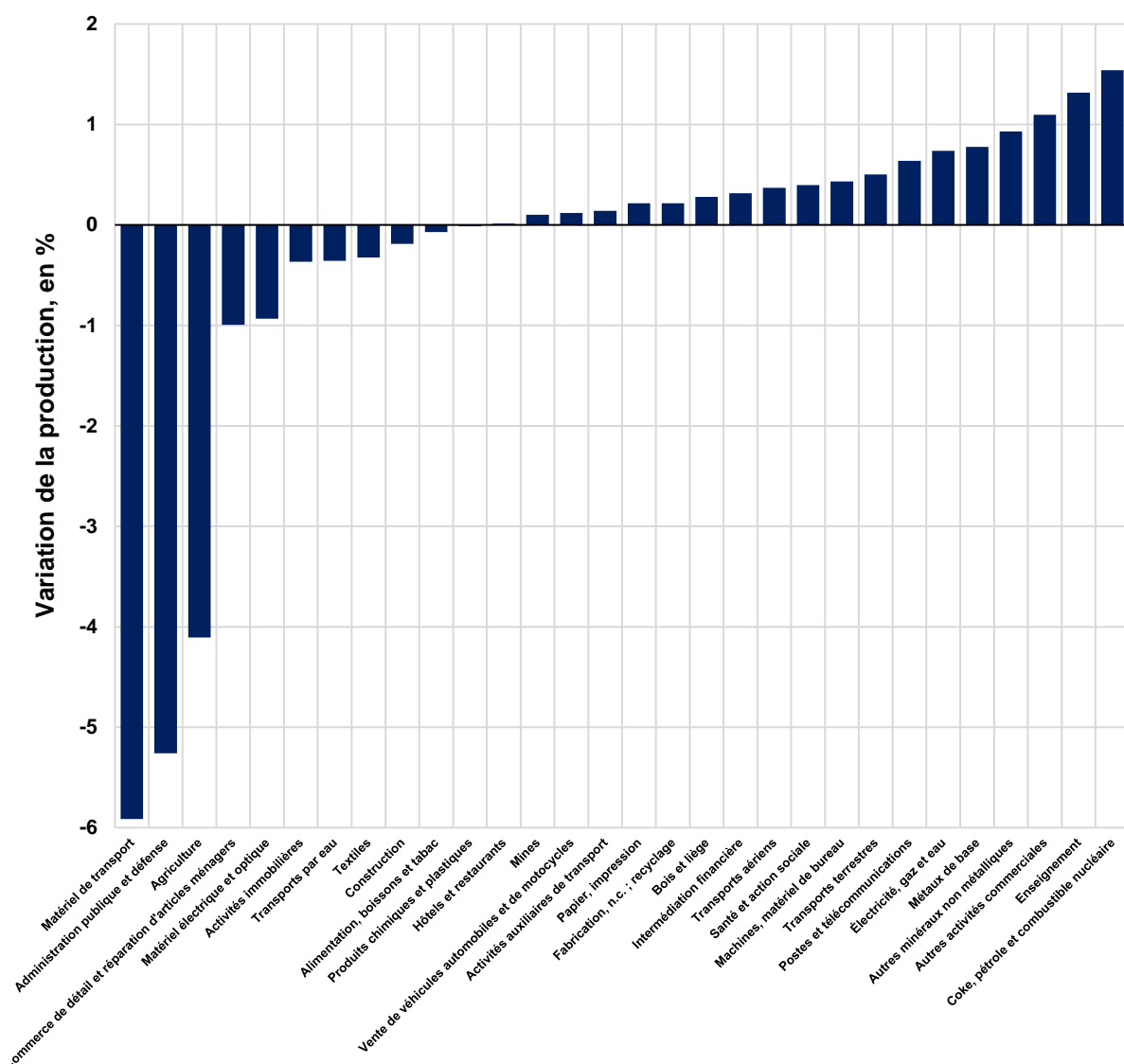
Dans le même temps, l'offre de pétrole russe est très inélastique, ce qui signifie que de fortes variations du prix au producteur n'entraînent pas de changements dans l'offre. Ici, les chiffres sont stupéfiants. Selon les états financiers du groupe énergétique russe Rosneft pour 2021, les coûts d'exploitation de la firme s'élèvent à 2,70 dollars par baril. De même, Rystad Energy, une société d'intelligence économique, estime le coût variable total de production du pétrole russe (hors taxes et coûts d'investissement) à 5,67 dollars par baril. En d'autres termes, même si le prix du pétrole tombait à 6 dollars le baril (il est supérieur à 100 dollars actuellement), Rosneft aurait toujours intérêt à continuer à pomper : l'offre est inélastique à court terme. Évidemment, dans ces conditions, il ne serait pas rentable d'investir dans le maintien ou l'expansion de la capacité de production, et la production de pétrole diminuerait progressivement - comme c'est toujours le cas en raison de l'épuisement et de la perte de pression des réservoirs. Mais cela prendra du temps, et d'ici là, d'autres pays pourraient prendre la place de la Russie sur le marché.

En d'autres termes, étant donné l'élasticité très élevée de la demande et la très faible élasticité de l'offre à court terme, une taxe sur le pétrole russe serait essentiellement payée par la Russie. Au lieu d'être coûteuse pour l'Europe, l'imposition d'une telle taxe serait en fait rentable. Une taxe mondiale punitive sur le pétrole russe - à un taux de, disons, 90 %, soit 90 dollars par baril - pourrait extraire quelque 300 milliards de dollars par an du trésor de guerre de Poutine, soit environ 20 % du PIB de la Russie en 2021. Et ce serait infiniment plus efficace qu'un embargo sur le pétrole russe, qui enrichirait les autres producteurs et appauvrirait les consommateurs.

## Document 3 – Graphique extrait d'une note du Cepremap

F. Langot et F. Tripiier (2022), « Le coût d'un embargo sur les énergies russes pour les économies européennes », Cepremap, No. 2022-02, avril.

Graphique – Variation de l'activité par secteur suite à l'embargo sur les énergies russes pour la France



*Lecture* : un embargo sur les énergies russes réduirait en France la production du secteur du matériel de transport de 5,9%.

*Source* : simulation des auteurs du modèle de Baqaee and Farhi (2021) à partir des codes de réplification de Bachmann et al. (2022).

## **Document 4 – Article de Jean-Philippe Bouchaud dans *Le Monde***

**J-P. Bouchaud, « Il faut éviter de sous-évaluer les répercussions économiques d'une diminution de la dépendance au gaz russe », *Le Monde*, 18 avril 2022.**

Extrait adapté par le Jury.

Quelle serait la chute du produit intérieur brut (PIB) des pays de l'Union européenne (UE), et plus particulièrement de l'Allemagne, si les importations d'énergie en provenance de Russie devaient s'interrompre brutalement ?

En utilisant un modèle « de pointe », un groupe d'économistes a récemment tenté de répondre à cette question cruciale (...). Leur étude conclut qu'un tel choc entraînerait une baisse dérisoire de 0,3 % du PIB allemand, autrement dit 120 euros par an et par habitant. Pour la France, le chiffre serait encore plus faible : 54 euros, selon les économistes François Langot et Fabien Tripier. L'utilisation d'un modèle plus rudimentaire et d'un choc gazier de – 30 % conduisent à une baisse plus importante, mais qui reste gérable, de 2,2 % pour l'Allemagne.

Le problème que posent ces chiffres est qu'ils s'appuient sur l'hypothèse selon laquelle les économies sont toujours à équilibre, même si les auteurs prennent soigneusement en compte une substituabilité du gaz beaucoup plus faible à court terme qu'à long terme.

### **« Syndrome du réverbère »**

Le modèle suppose néanmoins que, après un choc d'une telle ampleur, l'économie parvient à revenir rapidement à un nouvel état d'équilibre, dont la production totale est inférieure de, par exemple, 0,3 % par rapport à l'état précédent.

Mais qu'entend-on par « rapidement » ? Est-ce quelques semaines, quelques mois ou quelques années ? Et, dans l'intervalle, quelle serait l'ampleur de la baisse (censément transitoire) du PIB ? Pourrait-elle en fait être bien supérieure à 2 % ?

En réalité, même les modèles macroéconomiques les plus pointus n'ont absolument rien à dire sur la vitesse à laquelle l'équilibre est atteint. La dynamique « hors équilibre » est tout bonnement négligée, mais c'est en fait une conséquence du « syndrome du réverbère » : on ne cherche que là où il y a de la lumière.

Comme personne ne sait au juste comment modéliser cette dynamique hors équilibre, on ne la modélise pas. Alors qu'il existe un consensus parmi les économistes sur la manière de construire des modèles d'équilibre, qui s'appuient sur l'hypothèse d'entreprises rationnelles qui maximisent leurs profits et assurent l'équilibre parfait entre offre et demande, la description d'économies hors équilibre est encore très parcellaire, et sujette à controverses.

### **Notion hasardeuse en pratique**

Les théories comportementales récentes, qui imaginent des agents hésitant et tâtonnant aux prises avec une réalité hypercomplexe et incertaine, sont encore considérées avec suspicion (voire avec dédain) par de nombreux économistes. Bien qu'à mon avis parfaitement raisonnable, l'idée selon laquelle les entreprises hésitent et tâtonnent pour actualiser leurs prix et leur production en réponse au déséquilibre entre offre et demande est rejetée par les gardiens

du temple, qui persistent à penser que les agents économiques sont parfaitement clairvoyants et informés.

De tels tâtonnements engendrent pourtant un éventail étonnamment large de possibilités quant à la manière dont l'économie réagirait et s'adapterait dynamiquement à de nouvelles conditions. L'équilibre n'est atteint que pour certaines valeurs des paramètres du modèle, et après un temps qui peut être de plusieurs années, ce qui rend la notion même d'équilibre hasardeuse en pratique.

Dans d'autres cas, l'équilibre n'est en fait jamais atteint ! Il est remplacé par d'incessantes oscillations, voire un comportement chaotique des prix et de la production (...).

### **Résilience surestimée**

Un tel comportement erratique est au fond assez intuitif : il semble en effet pour le moins miraculeux que des millions d'entreprises individuelles arrivent à harmoniser leurs prix et leurs productions pour atteindre rapidement un équilibre économique compétitif et efficace. Même si les forces économiques peuvent en principe permettre une telle coordination, il est plausible que la convergence vers l'équilibre n'ait pas toujours lieu.

Or les fluctuations induites par une dynamique hors d'équilibre peuvent être bien supérieures à celles induites par les chocs exogènes. La prévision d'une baisse tempérée du PIB d'équilibre, provoquée par un embargo sur le gaz russe, doit donc être considérée avec prudence. Si l'on y ajoute les effets d'une réaction excessive et d'une mauvaise coordination des agents économiques, les chiffres pourraient se révéler beaucoup plus élevés.

Cela ne veut bien sûr pas dire que l'UE ne doit pas chercher à diminuer sa dépendance au gaz russe. Mais, pour se préparer efficacement à une telle éventualité, il faut éviter d'en sous-évaluer les répercussions économiques. Dans ce cas comme par le passé, les modèles économiques classiques ont une fâcheuse tendance à surestimer la résilience des systèmes qu'ils cherchent à décrire.

## Document 5 – Taux de change entre le rouble et l’euro depuis 2013

Graphique – Taux de change rouble / euro, depuis décembre 2013



Note : La BCE ne publie plus les données de taux de change euro / rouble depuis le 1<sup>er</sup> mars 2022.

Source : BCE, Statistical Data Warehouse

### « Euro : le rouble russe atteint son plus haut niveau depuis 5 ans », *Investing.com*, 16 mai 2022

Le rouble russe a récemment atteint son plus haut niveau depuis cinq ans face à l'euro. Actuellement, avec un cours EUR/RUB de 67,014, on assiste à une correction de 0,60 pour cent. En mars, le cours s'était envolé à plus de 140, ce qui était directement lié aux sanctions imposées dans le cadre de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Le gouvernement russe a toutefois rapidement pris des mesures pour contrer la dévaluation de la monnaie nationale. Il s'agissait notamment d'augmenter les taux d'intérêt et de contrôler le marché des capitaux, ainsi que d'exiger que les sources d'énergie russes soient payées en roubles. Entre-temps, la banque centrale russe avait même déclaré un cours d'achat fixe du rouble pour l'or.

Les analystes de Rosbank s'attendent à ce que le rouble consolide ses récents gains de cours : « Les mesures actuelles de contrôle des capitaux ont permis au rouble de retrouver son niveau d'avant la pandémie. Dans un avenir proche, un nouveau comité de régulation du marché des changes pourrait ajuster les contraintes, mais d'ici là, la consolidation de l'USD/RUB devrait se poursuivre à la limite inférieure de la fourchette 63,0-70,0 ». Pour le reste de l'année, les experts s'attendent toutefois à ce que le rouble se déprécie par rapport au dollar jusqu'au niveau de 90.